

## FAITS SAILLANTS

- Inondations: l'essentiel des besoins en vivres et non vivres couvert, mais les efforts doivent continuer pour la résilience des communautés affectées.
- Environ 272 000 cas de MAS ont été pris en charge dans les centres nutritionnels depuis le début de l'année.
- 531 cas de choléra rapportés au 29 septembre, dont 72% à Tillabéry.

## CHIFFRES CLÉS

Population totale	17 M
Nb. de réfugiés maliens au Niger	50 000
Classement IDH (sur 186)	186
Pop. affectée par la crise alimentaire	2,9 M
Taux de MAG chez les < 5 ans	13,3%
Pop. sans accès à l'eau potable	48%
Sources : CAP 2013, UNDESA, HCR, UNDP, UNICEF	

### Inondations\*

Nb de ménages affectés	26 232
Nb de personnes affectées	232 833
Nb de morts	29
Superficie des cultures inondées	6 872ha

## FINANCEMENTS\*

**355 millions**  
fonds requis (en US\$)

**67,3%**  
financés



## Au sommaire

- Inondations : cap sur la résilience P.1
- Situation nutritionnelle P.3
- Choléra, endémique à Tillabéry P.4
- Migrations via la région d'Agadez P.5

## Inondations: la réponse continue, cap sur la résilience

Début septembre, le Gouvernement nigérien avait lancé un appel à la solidarité tant nationale qu'internationale pour venir en aide aux victimes des inondations dont le dernier bilan, renseigne qu'environ 26 232 ménages sont sinistrés, 232 833 personnes sont affectées, 22 247 maisons effondrées et 29 personnes ont perdu la vie. Toutes les régions du pays ont été touchées par les inondations, mais quatre d'entre elles, notamment Dosso, Maradi, Niamey et Tillabéry ont été particulièrement affectées et comptent près de 79% des sinistrés (voir tableau ci-contre).

Selon la Cellule de coordination humanitaire du cabinet du Premier Ministre (CCH/PM), l'essentiel des besoins d'urgence en vivres et non vivres, dont les céréales, les légumineuses, l'huile de table, les kits de ménage et les abris d'urgence, est à ce jour couvert.

Les acteurs humanitaires se sont mobilisés en appui au Gouvernement et ses structures techniques, tant au niveau national que régional, pour assurer une réponse effective aux besoins des milliers de personnes sinistrées. Ainsi, sur des besoins initiaux

d'environ 12 000 kits ménages, les organisations humanitaires, entre autres UNICEF, Oxfam, Samaritan's Purse, Plan Niger, World Vision, CRS et HCR, ont apporté plus de 10 000 kits. D'autres organisations, dont Shelter Box en partenariat avec l'OIM, ont été d'une grande contribution dans l'approvisionnement en abris d'urgence pour reloger les ménages les plus vulnérables. La Croix-Rouge nigérienne, avec le soutien du CICR, a distribué 324 tonnes de produits alimentaires à environ 18 000 personnes sinistrées.

Il reste cependant que l'assistance aux personnes sinistrées dans certaines zones a connu un léger retard consécutif aux opérations d'identification et d'évaluation des besoins dans ces zones. Le tableau ci-après donne les quantités de vivres qui ont été distribuées au début des inondations, les quantités en cours de distribution et celles qui pourront l'être d'ici décembre.



Tableau 1 : Vivres distribués depuis juillet 2013 (en tonnes)

Biens	De juillet à mi-août	Mi-août à mi-septembre	De mi-sept. à décembre
Vivres dont les céréales	472 tonnes distribuées	1 759 tonnes distribuées	Près de 2 000 tonnes à distribuer
<i>Source : CCH/PM</i>			

### Besoin de renforcement des mesures de prévention et de relèvement

Lors des inondations de 2012, le Gouvernement estimait à plus de FCFA 98 milliards (soit environ US\$ 196 millions), les dégâts et pertes enregistrés dans le secteur productif ainsi que sur les infrastructures socio-économiques dont les écoles, les structures sanitaires et les routes. Cette année, la CCH/PM avance qu'environ 6 872 hectares de cultures ont été touchés, ce qui pourrait, à terme, aggraver la vulnérabilité des agriculteurs. A ce bilan, s'ajoutent les pertes en vies humaines enregistrées annuellement ainsi que d'autres besoins induits liés aux épidémies associées aux inondations dont celle du choléra. Au-delà donc des actions d'urgence en cours qui permettent de venir en aide aux milliers de personnes affectées, il est important de renforcer les mesures préventives pouvant aider à atténuer au maximum les conséquences des inondations tout en aidant la population à devenir plus résiliente aux différents chocs subis.

En considérant la réponse en cours cette année et dans l'attente d'un bilan exhaustif de celle-ci, il devient de plus en plus évident que les interventions de prévention et de relèvement, y compris de relèvement précoce, réalisées à ce jour doivent encore être mises à l'échelle afin d'avoir des résultats plus concrets dans l'avenir. Au nombre des problèmes nécessitant l'appui en relèvement pour les communautés affectées, se trouvent les infrastructures scolaires et d'adduction d'eau détruites, les aménagements hydro-agricoles inondés, les infrastructures routières endommagées, les maisons détruites, etc.

### Construction de digues et relocalisation en prévision des crues de décembre

En décembre, le Niger sera à nouveau confronté à deux autres crues, celle de la Komadougou et celle dite guinéenne. A quelques semaines de ces crues pouvant conduire à d'autres inondations, la grande question reste celle de savoir si les populations habitant les zones inondables et ayant déjà subi les inondations en 2012 et cette année, ne vont pas à nouveau se retrouver les pieds dans l'eau. Selon la CCH/PM, le Gouvernement a lancé la construction de digues notamment dans les régions de Diffa et de Niamey pour limiter les conséquences liées aux inondations pouvant résulter de crues à venir. En outre, dans le cadre de la loi sur la non-habitation en zones inondables de juin 2012, le Gouvernement – avec l'appui des partenaires humanitaires – procède à la relocalisation des ménages identifiés sur des sites non inondables. Cependant, à Diffa, il y a encore des problèmes de morcellement du site devant accueillir les ménages de la zone de Bagara.

Une des préoccupations majeures reste la protection des aménagements hydro-agricoles qui nécessitent d'importants moyens financiers. Ces aménagements devraient être financés avec l'appui de la Banque mondiale – estimé à près de \$US 107 millions – dans le cadre du « Programme intégré de réduction des risques d'inondations et de

*Plus de US\$ 100 millions de la Banque Mondiale pour renforcer la prévention des inondations au Niger dans le cadre du Plan Intégré du Gouvernement ;*



Crédit: UNOCHA/Ibrahima  
Sagaia, Niamey, Niger (24 septembre 2013) – une vue du site de relocalisation de Sagaia qui accueille 589 ménages sinistrés à 3km de la ville de Niamey.

renforcement de la résilience des communautés (*Programme intégré*) ». Cet appui financier de la Banque mondiale au Gouvernement ne sera disponible qu'en 2014. Selon les autorités, ce programme constitue un cadre holistique permettant de répondre de manière durable aux inondations qui détruisent les infrastructures socioéconomiques et rendent des milliers de personnes pauvres encore plus vulnérables.

### Niamey : relocalisation à Sagaia et assainissement de la ville

#### F CFA 700 millions

A mobiliser pour renforcer l'assainissement de Niamey selon un plan du gouvernorat

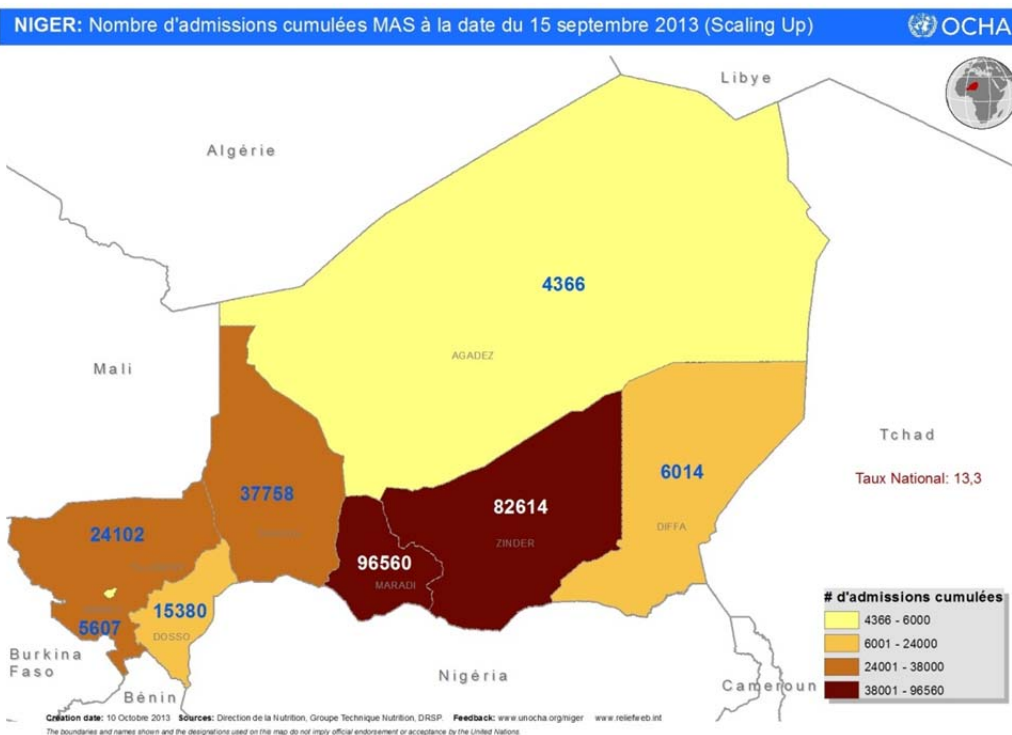
Environ 589 ménages sinistrés des inondations sur un total de 2 246 dans la Région de Niamey ont été relocalisés depuis le 24 septembre derniers à Sagaia, un site de logement d'une superficie de 25 hectares situé à 3km de la capitale nigérienne. Pour

faciliter leur installation, 2 128 bâches et 129 tentes ont été distribués respectivement par l'UNICEF et Shelter Box. Au moment de l'installation, chaque ménage a bénéficié également d'une assistance en vivres et non vivres. Fin septembre, OCHA qui a détaché un staff d'appui au gouvernorat pour aider à la coordination de la réponse, a facilité une visite conjointe du site avec les autorités pour faire le point sur les difficultés d'installation rapportées par les humanitaires.

Selon la Secrétaire Générale Adjointe du gouvernorat de Niamey, des problèmes liés aux comportements humains aggraveraient les conséquences des inondations dans la région de Niamey. Parmi ces problèmes, elle cite les lotissements anarchiques, le manque d'assainissement, l'inadaptation des constructions, le dépassement du plan cadastral, etc. Les autorités de la capitale estiment qu'il est urgent d'assainir la ville pour limiter, à l'avenir, les effets dévastateurs des inondations. La ville a conçu un plan d'assainissement dont le montant est estimé à FCFA 700 millions (environ US \$1,4 million) pour faire face aux besoins d'assainissement cette année. Ce plan qui fait partie du «*Programme intégré* » du Gouvernement, n'a pas pu être mis en œuvre cette année car finalisé en retard. Les autorités urbaines sollicitent également l'appui des partenaires humanitaires et de développement pour les accompagner dans la réalisation de ce projet.

Les régions de Maradi, Zinder et Tahoua ont rapporté près de 80% du total des cas de MAS enregistrés en 2013

## Malnutrition aigue sévère : plus de 272 000 cas déjà pris en charge en 2013



Source : Scaling-up Niger 2013

Par ailleurs, 365 069 cas de malnutrition aigüe modérée (MAM) ont été enregistrés et pris en charge dans les différents Centres de récupération nutritionnelle ambulatoire pour modérés (CRENAM). Les trois régions susmentionnées ont notifié 70% du nombre total de cas de MAM pris en charge dont 110 040 cas pour Zinder (30%), 84 312 cas pour Maradi (23%) et 59 162 cas pour Tahoua (16,2%).

Selon la dernière enquête nutritionnelle nationale de juin 2013, le taux de malnutrition aigüe global au Niger est de 13,3%, soit au-dessus du seuil d'alerte de 10% fixé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

## Choléra : L'épidémie s'endémise dans la région de Tillabéry

*Sur 531 cas de choléra enregistrés depuis le 06 mai 2013, plus de 72% – soit 383 cas – ont été rapportés dans la seule région de Tillabéry où l'épidémie a une tendance à l'endémicité*

### US \$1,6 million

Du CERF accordés à l'OMS et l'UNICEF dans le cadre de la réponse d'urgence au choléra au Niger

Du 06 mai au 29 septembre 2013, 531 cas de choléra dont 11 décès ont été rapportés dans cinq districts sanitaires, selon le Cluster Eau, hygiène et assainissement (WASH), soit un taux de létalité de 2,07%.

Sur ce total, 72,1% des cas – soit 383 – ont été enregistrés dans la seule région de Tillabéry où, selon l'Organisation mondiale de la santé, l'épidémie a une tendance à l'endémicité. Au cours du mois de septembre, quelques nouveaux cas de choléra ont été rapportés sur certains sites existants pendant que d'autres nouveaux sites ont été déclarés. Les foyers actifs actuellement sont les villages de Kourani, Sakoiri et Yelwani.

Dans le cadre de la réponse rapide à l'épidémie de choléra, le Fonds central de l'ONU pour les urgences humanitaires (CERF) a accordé 1,57 millions de dollars américains à l'OMS (US \$650 000) et à l'UNICEF (US \$921 207) pour renforcer la réponse contre le choléra au Niger.

### La réponse s'améliore, mais il faut plus de synergie

Selon l'OMS, depuis le 3 septembre, aucun décès lié au choléra n'a été observé dans les zones touchées, ce qui traduit une amélioration de la qualité de la prise en charge médicale. Cependant, l'agence onusienne recommande une synergie des efforts dans différents secteurs d'intervention (santé, eau, hygiène et assainissement, sensibilisation, etc.) contre le choléra dans la région de Tillabéry pour contrer la tendance endémique de l'épidémie.



Crédit: Plan Niger  
Sakoiri, région de Tillabéry, Niger (sept. 2013) – Un membre de l'équipe de désinfection s'apprête à descendre sur le terrain.

En appui aux services gouvernementaux, les clusters Santé et Eau, hygiène et assainissement sont déjà à pied d'œuvre dans la région pour endiguer l'épidémie. Cependant, ces deux secteurs font face à d'importants gaps financiers dans le cadre de l'Appel Global du Niger en 2013. Selon le rapport du système de traçage financier (FTS) au 16 octobre, le secteur de la Santé n'a reçu que US\$ 8 millions, soit 48,9% des besoins estimés à US\$ 16,3 millions en 2013. La situation est encore plus inquiétante pour le secteur Eau, hygiène et assainissement qui n'a mobilisé que US\$ 3,4 millions, soit seulement 17,5% des 19,4 millions demandés. Le renforcement de la mobilisation de ressources pour ces deux secteurs permettra non seulement d'améliorer

continuellement la réponse, mais également d'intervenir dans les activités de préventions au niveau des communautés à risque.

## Agadez : zone de transit privilégiée pour migrants

**> 15 000**

Migrants retournés de la Libye ont été enregistrés par l'OIM dans la région d'Agadez entre janvier et juillet 2013, dont 5 033 expulsés.

Loin de la crise libyenne du premier trimestre 2011 qui avait contraint plus de 200 000 personnes à retourner – parfois dans des conditions déplorables – au Niger, les mouvements migratoires vers la Libye via la région d'Agadez continuent avec leurs lots de problèmes

humanitaires. La région d'Agadez, de par sa proximité avec la Libye et l'Algérie, est considérée comme une zone de transit privilégiée pour les migrants. Entre mars et août 2013, on estime à environ 30 000 le nombre de personnes ayant migré vers la Libye via Agadez. Ces migrations, essentiellement économiques, se font souvent dans des conditions irrégulières, d'où les expulsions des migrants par les autorités libyennes. Entre janvier et juillet 2013, environ 15 555 migrants retournés de la Libye ont été enregistrés par l'Organisation internationale des migrations (OIM). Selon des sources policières, en moyenne annuelle, environ 60 000 migrants expulsés de la Libye transitent par la région d'Agadez. Ces personnes expulsées, majoritairement des hommes – y compris des mineurs de 12 à 17 ans –, arrivent à Agadez souvent dans des conditions humainement déplorables : traces de violences physiques, signes de sous-alimentation, problèmes de santé tant physique que mentale, etc.

*La forte affluence de migrants vulnérables dans les centres d'accueil et de transit de l'OIM avait conduit à l'épuisement des fonds destinés à l'assistance au retour en août et septembre dernier...*

### Assistance humanitaire aux plus vulnérables

A travers ses centres d'accueil et de transit à Dirkou et Alit, l'OIM assiste des centaines de migrants ressortissants de l'Afrique de l'ouest. Entre janvier et juillet 2013, environ 13 000 migrants refoulés, échoués ou retournés, les plus vulnérables ont bénéficié de l'assistance alimentaire et 5 727 autres ont reçu une assistance médicale. L'OIM fournit également aux expulsés des kits d'hygiène, de l'assistance à l'hébergement dans ses centres d'accueil, la réintégration socio-économique ainsi que l'assistance au retour volontaire vers leurs régions ou pays d'origine. La forte affluence de migrants vulnérables aux centres d'accueil et de transit – dont la moyenne hebdomadaire avoisine 150 personnes depuis la crise libyenne – avait conduit à l'épuisement des fonds destinés à l'assistance au retour volontaire en août et septembre derniers.

Outre l'OIM, les volontaires de la Croix-Rouge nigérienne assurent l'accueil, l'enregistrement et la salubrité des sites d'hébergement des migrants. Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) a mis en place un service de rétablissement des liens familiaux tout au long du parcours des migrants, ce qui a permis à 2 350 d'entre eux de passer des appels via une ligne téléphonique gratuite. Le CICR a également financé la réhabilitation depuis 2012 des puits d'eau dits « d'étapes » sur l'axe Madama – Dirkou pour permettre aux refoulés d'avoir accès à l'eau pendant le trajet Libye – Agadez. Dans la ville d'Agadez, le centre de transit des migrants administré par la Croix-Rouge nigérienne avec le soutien du CICR offre aux migrants un abri temporaire, des repas et des soins prodigués par la Croix-Rouge française. De janvier à octobre 2013, environ 5 432 migrants y ont été hébergés.

Afin de faciliter le plaidoyer et la coordination, OCHA a désigné un Relais humanitaire basé à Dirkou.

Par ailleurs, pour réduire le séjour des migrants à Dirkou et faciliter le travail de l'OIM, il a été décidé, en accord avec le Consul général du Niger à Saba'a, que les véhicules transportant les refoulés de la Libye les conduisent jusqu'à Agadez au lieu de se limiter à Dirkou. Les migrants pourront ainsi bénéficier de l'assistance du centre de transit de la Croix-Rouge nigérienne d'Agadez.

Un renforcement des capacités institutionnelles au niveau régional à Agadez permettant une meilleure prise en charge de ces mouvements migratoires est nécessaire. De

*Malgré le niveau relativement bon de l'Appel Global 2013, trois secteurs restent en deçà du tiers des financements requis*

même, le renforcement de l'assistance humanitaire épargnerait les migrants vulnérables de l'exploitation dont ils pourraient être facilement victimes.

## CAP 2013 : Plus de 67% de financement reçus, trois secteurs à la traîne

Selon le rapport du Système de traçage financier (FTS) au 16 octobre 2013, l'Appel Global du Niger était financé à 67,3%, soit un peu plus de 239 millions de dollars sur les US\$ 355 millions demandés. Cependant, en dehors d'un montant d'US\$ 50 millions reporté de l'Appel Global 2012 par le Cluster Sécurité Alimentaire, le taux de financement serait de 189 millions, soit 53,2%, qui représente le montant réellement mobilisé au cours de cette année.

**Tableau 2 : Financement<sup>1</sup> de l'Appel Global - Niger 2013, selon FTS au 16 octobre**

Cluster	Montant Demandé révisé	Montant reporté	Montant en 2013	Total reçu	Total reçu en %
Logistique	7,2	-	6,8	6,8	93,8%
Sécurité alimentaire	130,5	50,2	50,3	100,5	77,0%
Préparation aux urgences	1,7	-	1,3	1,3	76,7%
Nutrition	91	-	62,8	62,8	69,0%
Coordination	3,9	-	2,4	2,4	61,8%
Multi-secteur	74,1	-	39,3	39,3	53,0%
Relèvement Précoce	4,7	-	2,3	2,3	49,4%
Santé	16,3	-	8	8	48,9%
Protection	3,7	-	1	1	27,7%
Education	2,5	-	0,5	0,5	20,0%
Eau, Hygiène et Assainissement	19,4	-	3,4	3,4	17,5%
Cluster non Spécifié	00	-	10,8	10,8	0,0%
<b>TOTAL</b>	<b>355</b>	<b>50,2</b>	<b>189</b>	<b>239</b>	<b>67,3%</b>

<sup>1</sup>En millions de US\$

A ce jour, trois secteurs restent particulièrement sous-financés : l'Eau, hygiène et assainissement financé à 17,5%, l'Education financée à 20% et la Protection financée à 27,7%. Le Fonds central pour les urgences humanitaires a accordé en 2013 environ US\$ 11 millions au Niger pour les urgences sous-financés ainsi que pour la réponse rapide aux situations d'urgence.

\* Bien que ce rapport soit de septembre, les statistiques sur le financement humanitaire et les inondations sont de mi-octobre.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Boubacar Hamani Abdoulaye**, Assistant à l'Information Publique, [boubacarhamani@un.org](mailto:boubacarhamani@un.org), (+227) 97 86 9615

**Médard Lobota**, Chargé de l'Information Publique, [lobota@un.org](mailto:lobota@un.org), (+227) 99 71 71 39

**Dieudonné Bamouni**, Chef de Bureau, [dieudonneb@un.org](mailto:dieudonneb@un.org), (+227) 96 00 94 98

Les bulletins humanitaires d'OCHA Niger sont disponibles sur [www.unocha.org/niger](http://www.unocha.org/niger) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)